L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 30 AVRIL 1869. 42e année—Vol. XLII.

DUFOUR & BRET,
IMPRIMEURS - EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 30 AVRIL.

VENDRE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par S. Guinault, à 9 heures et demie le P. M., rue des Français No 7, en face de l'Hôtel des Monnaies—un lot de beaux meubles.

Par O. Valmont, un magasin d'entrée, 43 rue Tchoupitoulas, 20 cadenas de vin rouge, St Emilion; 112 caisses et 12 demi-caisses vermouth, 26 pantiers et 3 bouteilles faïence et porcelaine. Aussi, à midi, aux dépôts de F. Lorio, à Algier, point de ferry de la rue du Canal—77 moules de Terre et plusieurs paires de moules de fantaisie.

Par J. Déjan Jr à 11 heures, à un salle d'encan, au coin Grevier et Carondelet—Un assortiment de meubles et une pianos.

Par Montgomery Bros & Co. à 10 heures et demie, rue Bourbon, entre Bienville et Dauphine—beaux meubles de chambres à coucher, salon et salle à manger, glaces, porcelaines, verreries, etc.

Par Louis Stern & Bros, au No 35 de la rue des Magasins et 36 de la rue Gravier—600 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par Phelps J Spear, à son magasin d'encan, No 38 de la rue Bienville—ameublement de salon, salles manger, salons, brides; reste de fonds d'un magasin de détail.

Par Hoffman, Manbe & Co, au No 51 de la rue de Chartres—habillements de fax, de mixes, flagrets de mousseline et shapeaux.

Par G. de Feriet, à dix heures et demie du soir—continuation de la vente de la bibliothèque du juge P. E. Theard.

☞ Achetez vos cendeurres et rascoirs chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE
GEORGE ALCES,
185.....Rue des Remparts.....185

☞ La vente de la bibliothèque du juge P. E. THEARD sera continuée ce soir à 6 1/2 heures par M. G. de Feriet, encan, tour, à un salle d'encan de la rue Royale No 50.

ATTENTION !

☞ Beaux meubles en bois de chêne, billard, instal-lations, &c., à l'usage d'un club.

Vente péremptoire par le shérif d'Orléans

Demain, 1er mai 1869, à 9 heures P M., à nos entrepôts No 76 rue Bienville entre celles Royale et Bourbon, Deuxième District, le shérif d'Orléans procédera à la liquidation d'un assortiment de beaux meubles en bois de chêne, tels que chaises, tables, side-board, &c. Aussi un billard et tout ce qui est à l'usage d'un club. 2

L'Angleterre et les Etats-Unis.

Les discours belliqueux des sénateurs Sumner et Chandler dans la discussion du traité dit de l'*Alabama*, n'ont produit qu'une sensation passagère. Déjà la fumée de leurs bordées écrasé ne s'est dissipée, et l'on a vu, depuis, M. Sumner figurer à la table du ministre anglais, M. Thornton, dans un dîner officiel donné par celui-ci. On a même remarqué que les deux places les plus proches de celle du ministre anglais avaient été données à M. Hish, secrétaire d'Etat, et à M. Sumner. M. Motley, ministre des Etats-Unis à Londres, assistait également à ce dîner. Voici un sujet de cet envoyé les informations que nous empruntons dans un journal républicain de New-York :

M. Motley, qui doit en grande partie sa nomination à l'influence de M. Charles Sumner, est très populaire en Angleterre ; il est lié avec lord Clarendon et avec les chefs du parti libéral. Historien renommé, ses ouvrages sur les guerres des Pays Bas qui ont été traduits en français et en allemand, l'ont fait connaître dans toute l'Europe. C'est un homme d'Etat aux vues larges qui a été toujours distingué par son dévouement à la cause républicaine. M. Motley a été ministre des Etats Unis en Autriche.

M. Motley, le nouveau ministre en Angleterre, doit recevoir très prochainement ses instructions. On assure qu'elles lui prescrivent de ne pas prendre l'initiative de nouvelles ouvertures sur la question de l'*Alabama*, mais de dire au cabinet anglais qu'il n'est pas pressé de terminer le différend, les Etats-Unis, de leur côté, peuvent attendre. Cette attitude, où l'on pourrait voir une arrière-pensée de menace, aurait ses inconvénients pour l'Angleterre : elle tendrait à paralyser son action en cas de guerre européenne. Cependant de trop longs délais ne seraient pas approuvés par les victimes des dépradations de l'*Alabama*. Les négociants, les armateurs de New-York, de Boston, de Philadelphie et de Baltimore dont les navires ont été brûlés par les confédérés demandent à être indemnisés. Leur voix doit, elle aussi, être écoutée.

Si les instructions données à M. Motley sont telles que notre confrère les judique, nous y voyons la confirmation de l'appréciation que nous avons faite de la politique américaine. Laisser la question pendante et la Grande Bretagne sous le coup d'une menace perpétuelle, telle est, selon nous, l'objet des réclamations de l'*Alabama*, réclamations qui ne seraient pas soutenables devant des arbitres impartiaux.

Il est certain, tout récemment, un autre incident qui, sans être de nature à prod ire un *casus belli*, a amené entre Washington et Londres un échange de notes. Nous voulons parler de la saisie, par une frégate espagnole, du navire américain *Mary Lowell*, dans les eaux anglaises, au moment où ce navire se trouvait sous la garde d'un employé de la douane britannique et qu'une fois saisi par les officiers de cette douane étaient sur ses eaux utiles.

Non content de faire réclamer aux autorités espagnoles de la Havane la restitution immédiate de la goélette *Mary Lowell*, en dépit de la décision de l'un traité espagnole qui l'avait déclarée de bonne prise, le secrétaire d'Etat à Washington, a fait adresser par son représentant à Londres, une demande formelle d'explications à Lord Clarendon, ministre des affaires étrangères. La Grande Bretagne ne peut faire autrement que de demander satisfaction à l'Espagne, et, nous croyons que cette puissance devra céder sur ce point. Si la gedlette est rendue, l'incident ne pourra avoir de suites graves. Les officiers espagnols qui ont fait saisir, ainsi, ont prouvé qu'ils avaient plus de zèle que de connaissances en droit maritime, mais les Etats Unis qui se sont trouvés dans un cho emblable, lors de la saisie d'un steamer confédéré dans un port du Brésil par un de leurs bâtiments, ne pourront exiger autre chose que ce qu'ils ont accordé eux mêmes dans cette occasion qu'il est bon de rappeler.

Une autre raison qui peut faire considérer comme prématurée les bruits d'une rupture prochaine entre les Etats-Unis et l'Angleterre, c'est le rapport du secrétaire de la marine sur l'état des forces navales fédérales et sur les moyens actuels de défense pour garantir les ports de l'Union contre une attaque. Nous serions portés à croire que M. Borie, ou l'amiral Porter (car ce dernier est le vrai secrétaire de la marine), a exagéré à dessein la faiblesse des armements maritimes de l'Union, afin d'avoir un prétexte pour presser les travaux dans les arsenaux, mais il n'en est pas moins certain que les Etats-Unis ne seraient pas en mesure de soutenir une guerre maritime immédiate avec la Grande-Bretagne. Leurs forces navales dans les eaux de Cuba ne se composent que de six navires, et ces presse les armements pour leur envoyer de renforts. Avant peu, l'escadre devra être ainsi composée :

Cinq corvettes à vapeur, le *Contoocook*, de 18 canons; le *Fantic*, de 7; le *Galena* de 8, le *Séminole*, de 8, et le *Mon ada* de 13.

Quatre canonnières à vapeur, le *Narragansett*, de 3 canons; le *Osage*, de 3; le *Nipsic*, de 1, et le *Tuscarora*, de 2.

Un monitor contenant à deux tourelles, le *Saugus*, de 2 canons.

Une frégate à voiles, la *Sabine*, de 34 canons.

Soit, onze bâtiments portant cent dix canons, dont le commandement restera confié au contre-amiral Hoff.

Le chiffre de onze bâtiments peut être modifié par suite des demandes qu'il pourrait être nécessaire d'adresser à l'Espagne pour la protection des citoyens américains, mais nous pour entamer une guerre sérieuse. Quant aux navires cuirassés qu'on met en réparations, ils ne sont bons que pour la défense intérieure des ports, et on ne pourrait les utiliser en pleine mer.

Il n'est donc pas dans de pareilles conditions que l'Union pourrait tenter la grosse aventure d'une guerre avec la première puissance maritime du globe. Il faudrait en un an ou moins cent millions de dollars pour créer une marine cuirassée en état de tenir avec celle de l'Angleterre, et nous n'avons que le Congrès n'a pas voté d'allocations à ce sujet. Les relations entre Londres et Washington continueront donc à rester sur le pied où elles qui les a entretenues depuis la guerre de sécession jusqu'à ce qu'une occasion favorable se présente à Frère Jonathan de prendre John Bull en dépourvu.

LE GÉNÉRAL HARRY HAYS ET SES EXPÉDITIONS CUBAINES. — Le général Hays doit être fort flatté de voir son nom mêlé à tous les canards envoyés aux journaux du Nord par leurs correspondants, mais il a été bien vite en lieu, qu'il avait refusé les offres les plus brillantes à cause de son grand âge. Le général Hays doit un des plus jeunes majors-généraux de l'armée confédérée ; il n'a pas, soyons-sûrs, quarante ans.

Il n'y a qu'à la Nouvelle-Orléans qu'on ne connaît pas le premier mot de ces grandes expéditions qui restent cent années de la bonne race d'artillerie des corvettes inventés des corsaires yankees. Qu'il y eût ici des engagements privés en de manières et d'armes, cela est possible, car les spéculateurs et contrebandiers ne chôment pas, mais nous ne croyons pas qu'il y ait la moindre expédition militaire ou de vive de préparation en vue que le général Hays n'ait pas besoin à y prêter les mains.

☞ CAISSES DE VERRE. — S. ANTHONY a transporté son atelier du No 46, rue de Camp au No 153, Quest. Travail parfait aux meilleur prix.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Nous rendrons compte dimanche de la brillante soirée d'hier qui a valu à madame Lambelé-Abaim une très flatteuse ovation. Salle comble, pluie de fleurs, couronnes et cadeaux, rien n'a manqué au succès de la charmante prima-donna, qui a interprété le rôle d'Urielle des *Amours du Diable* avec beaucoup de grâce et d'intelligence.

Demain, samedi, on représentera *La Juive*, grand opéra de Halévy, chanté par MM. Pfost, Engel, Van Hoffen, madame Cambier et mademoiselle Hasselman.

La semaine prochaine promet d'être féconde en spectacles à sensation. Nous aurons trois représentations de la troupe italienne de Brignoli et la reprise de l'*Africaine* pour le bénéfice de madame Ursule Cambier, forte première chanteuse.

SOIRÉE MUSICALE.—Nous avons reçu de M. John Chevillon, secrétaire de l'Association de St Vincent de Paule, une invitation pour une soirée musicale qui aura donnée le samedi 8 mai dans l'église (l'ancienne église) de la paroisse St Vincent de Paule, rue Dauphine, entre Clouet et Montégut. On commencera à 7 heures.

SOCIÉTÉ DE L'OPÉRA.—Les actionnaires de la Société de l'Opéra ont élu hier neuf directeurs pour l'année 1869-70. Voici leurs noms : MM. P. Maspero, A. Reichardt, Alf. Roman, A. Chiapella, T. D. Miller, Ern. Miltenberger, H. Fruilleu, L. F Geueros, Tho. G. Gaines. Ces nominations ont paru généralement très satisfaisantes, bien que d'autres noms également acce; tables eussent été proposés. L'intérêt manifesté dans cette élection prouve que tous les sociétaires ont pris vivement à cœur le succès de l'entreprise.

L'HOMME QUI RIT. — La première partie du dernier ouvrage de Victor Hugo, *L'Homme qui rit*, vient d'être publiée à New-York par D. Appleton & Co, libraires éditeurs. Nous en avons reçu un exemplaire de la maison Hébert & Escousse, de notre ville Cette première partie est intitulée *Le Mer et la Nuit*.

L'HOMME QUI RIT. — La librairie Jaquet, rue Royale, a reçu de New York la première partie du dernier ouvrage de Victor Hugo, *l'Homme qui rit*, intitulé "*La Mer et la Nuit*." Ce nouvel ouvrage du grand écrivain est appelé à un grand succès.

M. EUGÈNE PRÉVOST. — M. Eugène Prévost, ancien chef d'orchestre du Théâtre de l'Opéra, nous prie de démentir un bruit que, dit-il, on a fait courir sur son compte et qui pourrait lui porter un préjudice sérieux, c'est qu'il serait devenu sourd. M. Prévost qui donne une preuve de musique depuis deux ans déjà, notre ville est qui peut à peine suffire aux nombreuses demandes qui lui sont adressées, prouve tous les jours qu'il est parfaitement en état de distinguer la différence qui existe d'un ton à un demi-ton, et nul ne mettra en doute sa prétentation qui était à peine nécessaire.

LE DÉPARTEMENT DE LA LOUISIANE DE L'ASSOCIATION DE LA VIE D'AMÉRIQUE, à quarante mille piastres à placer en papier hypothécaire de première classe sur propriétés foncières améliorées, situées dans la ville de la Nlle-Orléans. Les personnes qui ont besoin de capitaux et qui peuvent offrir les garanties requises auront à se présenter au bureau de la Compagnie. Voyez l'annonce.

PLANTATION BELLEVUE. — Cette plantation sera vendue sans réserve, samedi, 1er mai 1869, à la Bourse St-Charles, par M. Jos. Hoit, encanteur. C'est la mieux boisée de tout l'Etat de la Louisiane, et en même temps seront vendus 60 mulets, 14 charrettes et wagons, 12 char *rons à bras*, 1 calèche, 5 chariots à 4 chevaux, magnifiques batisses, sucrerie, moulin à canne, séchement, moulin à scie, machine à mais, etc. La vente est positive. Voyez l'annonce. 2

La Lettre à un Electeur.

Nous reproduisons ci-dessous le chapitre III de la brochure attribuée à l'empereur Napoléon, ou tout au moins à son inspiration :

III.

Avoir tiré du suffrage universel l'ordre et l'égalité, c'était un grand point ; ce n'était pas tout cependant, il fallait le concilier avec la liberté. Aux yeux de bien des gens, la liberté et l'égalité, dont le suffrage universel est la suprême expression, sont des termes qui s'excluent. Il fallait donc rapprocher ces deux extrêmes et montrer de quelle manière la souveraineté du peuple et la gratuité du recours au gouvernement contre les excès de pouvoir. Il fallait donc sortir de ces vagues généralités, de cette tâche étant ardue ; elle n'a pas découragé l'empereur.

Il commença par étendre le cercle des libertés civiles. La liberté individuelle a été l'objet de sa première sollicitude. Le principe de la mise en liberté provisoire, avec un cautionnement, qui était une le terme de contre les arrestations arbitraires, a reçu des applications nombreuses. Le cautionnement préventif a été considérablement diminué par des simplifications de procédure et de comptabilité. Le timbre, telles que la suppression de la chambre du conseil, la faculté pour les juges d'instruction de lever les mandats de dépôt au cours d'information, et l'établissement de la juridiction des flagrants délits.

Il n'y a pas jusqu'à cette fameuse liberté d'aller et de venir, qui n'ait été l'objet de solennelles promesses de la constitution de 1848, qui n'ait obtenu une satisfaction nouvelle. L'obligation des passe-ports est tombée en désuétude, et les vues télégraphiques publiques ouvertes, au moins les points de la France, aux communications de la pensée.

Le côté de ces franchises s'est développée la liberté de l'enseignement, que la charte de 1830 avait promise aussi, sans qu'elle fût jamais accordée, et que les évêques, les cultes, qu'aucun de ceux de l'Europe ne possède au même degré que nous.

Plus de quarante cents successeurs ont été créées, depuis l'Empire, pour le service du culte catholique et la garantie de secours au conseil d'Etat a été donnée au culte protestant pour l'exercice de son droit de recours. Jamais aucune question, dans le système parlementaire, de la responsabilité des ministres devant les Chambres, mais ces corps appuyaient, divisé en cinq ou six partis, ou se tenaient les ministres d'alors, sans cesse renversés, occupant à la fois des traditions, exemptes de toute solidarité avec le passé, devant qui, enfin ils ne savaient jamais d'où ils venaient, ni où ils iraient, ni même s'ils existeraient le lendemain. Comme de grands mots et y rentrant pour s'y perdre et s'y noyer en quelque sorte avec le souverain de leurs actes. La responsabilité ministérielle est une chimère ; la responsabilité individuelle est seule une réalité.

Dans le régime inauguré en 1852, l'Empereur est, comme il l'a dit lui-même avec tant de précision et de justesse, le *chef responsable d'un pays libre* ; son pouvoir n'est pas, pour cela, personnel et absolu : il est limité par deux grands pouvoirs collatéraux : le Sénat et le Corps législatif doivent à côté de lui, devant la nation et le pays tout entier.

L'impersonnalité des assemblées fait aussi leur faiblesse dans le gouvernement des Etats. Qu'on se rappelle les désordres amenés par la Constituante de l'an III, qui avait mis des limites à la tête de toutes les administrations, et qui en raison de la pression de Roderer, président de la réforme opérée par le Premier Consul, qui substitua à toutes ces réunions anarchiques l'unité active et responsable de l'administrateur unique.

Tous ces inconvénients ont été pesés et prévenus par la Constitution de 1852.

Elle a maintenu les principes constitutionnels précédentes et la mutuel et singulier relief, c'est le principe de sa perfectibilité et celui de son unité. Elle n'est pas immuable comme les anciennes Chartes, parce que, dans les masses nationales, elle est en marche comme elles, toujours vivante, et tirant de son origine toute sa force, elle est toujours prête à se retremper. Le Sénat, qui veille à la conservation, est chargé d'y introduire les améliorations que l'expérience conseille et que le pays réclame.

Les prérogatives de cette assemblée sont d'une autre nature : elle reçoit les pétitions des citoyens qui, sous aucun gouvernement, n'ont droit à un aussi attentif examen ; et son droit va jusqu'à soumettre les actes du pouvoir exécutif, s'ils sont contraires aux principes de la haute justice et de haute moralité dont la garde lui a été confiée. Elle fait obstacle à la promulgation des lois qui lui paraissent attenter à ces grands principes, et renvoie à une nouvelle délibération du Corps législatif celles qui lui paraissent défectueuses. Le Sénat est aussi le pouvoir constitutionnel auquel l'Empereur a recours dans les cas graves, et c'est à lui qu'il appartient de régler tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution, la majorité de surmonter être quotidien, de manière à ne jamais laisser le pays sans gouvernement.

Le corps législatif est le pouvoir politique par excellence, celui qui représente le pays. Il se compose de députés élus par le suffrage restreint, la Chambre des députés était composée, en majorité, de fonctionnaires, et les fois qu'elle élaborait un projet de loi, ses discussions sans avoir été votées une seconde fois par une autre assemblée qui est à la nomination du chef de l'Etat. Cette loi était, au contraire, élaborée par le suffrage universel, ne renfermait dans son sein aucun agent du pouvoir exécutif ; les députés qui en font partie sont nommés, ils ont besoin de rester dans les bonnes grâces de la société, et il émet des votes qui ne sont sonnés à aucune révision ; c'est une Chambre unique. Les discussions qui s'y engagent, dans la sphère d'action, a le plus d'indépendances et de pouvoir !

La liberté de la tribune a-t-elle jamais été plus étendue que de nos jours ? Que l'on parle jamais manqué de se produire sous la forme des interpellations ! Et quelle initiative sous celles d'amendements ! Les plus grande indépendance préside à tous les débats. Prétons l'oreille, et demandons-nous s'il existe en Europe une tribune plus libre. Par le vote des subsides, le Corps législatif tient en main la politique du pays ; il en est le maître.

En fait, est-ce qu'une grande entreprise a été ramenée aussi souvent devant les Chambres ? Voyons-nous se faire extérieures de la monarchie de Juillet ont été engagées en dehors des Chambres. Que l'on cite une seule expédition analogue à celle de Crimée, qu'il ait pas, dès le début, reçu la sanction du Corps législatif. Donc, que vient-on nous parler du gouvernement discrétionnaire, de gouvernement personnel, alors que nos actes et nos propres en servitude de la mauvaise foi ou de la violence ? Nous les régimes précédents, le chef de l'Etat n'a qu'à s'adresser aux intervalles des sessions, de s'ouvrir, par des simples décrets, des crédits supplémentaires et extraordinaires.

L'Empereur a renoncé même à ce droit. Le Corps législatif seul peut allouer un crédit quelconque. J'aimais assemblée fut-elle pas en position de nous refuser ? Mais toute la politique d'un gouvernement n'est-elle pas dans son budget !

Une liberté de la législature, je m'affirmerai pas qu'elles ne puissent recevoir encore de plus grands développements. Rien n'est définitif dans ce monde. Peut-être la procédure qui règle le droit d'interpellation pourrait-elle être simplifiée. D'autres changements de forme n'en pourraient également désirables. Mais, en l'état, on ne nous dira pas que la pensée du Corps législatif est comprimée, que son pouvoir est amoindri, que son autorité se brise contre d'infranchissables obstacles.

Et pourtant, c'est là le reproche le plus fréquent qu'on adresse à l'Empereur. Il a été, à mon sens, la négation la plus absolue. La véritable originalité de la Révolution française est d'avoir assuré la liberté par la dynastie qui personnifie le Nation : *donner pour régner*, odieuse et tyrannique à l'égard des personnes, devient, appliquée aux institutions, la garantie même de la liberté, "Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir," disait Montesquieu, et cette haute doctrine passa pour la première fois dans les faits. C'est la pondération des forces qui est le fond de notre droit public. De même que le pouvoir sort des libertés qui s'opposent l'une à l'autre, de même la liberté se dégage des pouvoirs qui se limitent dans leur rencontre.

Il est encore question, dans le système parlementaire, de la responsabilité des ministres devant les Chambres, mais ces corps anonymes, divisés en cinq ou six partis, ou se tenaient les ministres d'alors, sans cesse renversés, occupant à la fois des traditions, exemptes de toute solidarité avec le passé, devant qui, enfin ils ne savaient jamais d'où ils venaient, ni où ils iraient, ni même s'ils existeraient le lendemain. Comme de grands mots et y rentrant pour s'y perdre et s'y noyer en quelque sorte avec le souverain de leurs actes. La responsabilité ministérielle est une chimère ; la responsabilité individuelle est seule une réalité.

Dans le régime inauguré en 1852, l'Empereur est, comme il l'a dit lui-même avec tant de précision et de justesse, le *chef responsable d'un pays libre* ; son pouvoir n'est pas, pour cela, personnel et absolu : il est limité par deux grands pouvoirs collatéraux : le Sénat et le Corps législatif doivent à côté de lui, devant la nation et le pays tout entier.

L'impersonnalité des assemblées fait aussi leur faiblesse dans le gouvernement des Etats. Qu'on se rappelle les désordres amenés par la Constituante de l'an III, qui avait mis des limites à la tête de toutes les administrations, et qui en raison de la pression de Roderer, président de la réforme opérée par le Premier Consul, qui substitua à toutes ces réunions anarchiques l'unité active et responsable de l'administrateur unique.

Tous ces inconvénients ont été pesés et prévenus par la Constitution de 1852.

Elle a maintenu les principes constitutionnels précédentes et la mutuel et singulier relief, c'est le principe de sa perfectibilité et celui de son unité. Elle n'est pas immuable comme les anciennes Chartes, parce que, dans les masses nationales, elle est en marche comme elles, toujours vivante, et tirant de son origine toute sa force, elle est toujours prête à se retremper. Le Sénat, qui veille à la conservation, est chargé d'y introduire les améliorations que l'expérience conseille et que le pays réclame.

Les prérogatives de cette assemblée sont d'une autre nature : elle reçoit les pétitions des citoyens qui, sous aucun gouvernement, n'ont droit à un aussi attentif examen ; et son droit va jusqu'à soumettre les actes du pouvoir exécutif, s'ils sont contraires aux principes de la haute justice et de haute moralité dont la garde lui a été confiée. Elle fait obstacle à la promulgation des lois qui lui paraissent attenter à ces grands principes, et renvoie à une nouvelle délibération du Corps législatif celles qui lui paraissent défectueuses. Le Sénat est aussi le pouvoir constitutionnel auquel l'Empereur a recours dans les cas graves, et c'est à lui qu'il appartient de régler tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution, la majorité de surmonter être quotidien, de manière à ne jamais laisser le pays sans gouvernement.

Le Corps législatif est le pouvoir politique par excellence, celui qui représente le pays. Il se compose de députés élus par le suffrage universel, il est nommé pour six ans, il est renouvelé par fractions annuelles, de manière à rester toujours en contact avec le pays. Il est élu par le suffrage restreint, la Chambre des députés était composée, en majorité, de fonctionnaires, et les fois qu'elle élaborait un projet de loi, ses discussions sans avoir été votées une seconde fois par une autre assemblée qui est à la nomination du chef de l'Etat. Cette loi était, au contraire, élaborée par le suffrage universel, ne renfermait dans son sein aucun agent du pouvoir exécutif ; les députés qui en font partie sont nommés, ils ont besoin de rester dans les bonnes grâces de la société, et il émet des votes qui ne sont sonnés à aucune révision ; c'est une Chambre unique. Les discussions qui s'y engagent, dans la sphère d'action, a le plus d'indépendances et de pouvoir !

La liberté de la tribune a-t-elle jamais été plus étendue que de nos jours ? Que l'on parle jamais manqué de se produire sous la forme des interpellations ! Et quelle initiative sous celles d'amendements ! Les plus grande indépendance préside à tous les débats. Prêtons l'oreille, et demandons-nous s'il existe en Europe une tribune plus libre. Par le vote des subsides, le Corps législatif tient en main la politique du pays ; il en est le maître.

En fait, est-ce qu'une grande entreprise a été ramenée aussi souvent devant les Chambres ? Voyons-nous se faire extérieures de la monarchie de Juillet ont été engagées en dehors des Chambres. Que l'on cite une seule expédition analogue à celle de Crimée, qu'il ait pas, dès le début, reçu la sanction du Corps législatif. Donc, que vient-on nous parler du gouvernement discrétionnaire, de gouvernement personnel, alors que nos actes et nos propres en servitude de la mauvaise foi ou de la violence ? Nous les régimes précédents, le chef de l'Etat n'a qu'à s'adresser aux intervalles des sessions, de s'ouvrir, par des simples décrets, des crédits supplémentaires et extraordinaires.

L'Empereur a renoncé même à ce droit. Le Corps législatif seul peut allouer un crédit quelconque. J'aimais assemblée fut-elle pas en position de nous refuser ? Mais toute la politique d'un gouvernement n'est-elle pas dans son budget !

Une liberté de la législature, je m'affirmerai pas qu'elles ne puissent recevoir encore de plus grands développements. Rien n'est définitif dans ce monde. Peut-être la procédure qui règle le droit d'interpellation pourrait-elle être simplifiée. D'autres changements de forme n'en pourraient également désirables. Mais, en l'état, on ne nous dira pas que la pensée du Corps législatif est comprimée, que son pouvoir est amoindri, que son autorité se brise contre d'infranchissables obstacles.

Et pourtant, c'est là le reproche le plus fréquent qu'on adresse à l'Empereur. Il a été, à mon sens, la négation la plus absolue. La véritable originalité de la Révolution française est d'avoir assuré la liberté par la dynastie qui personnifie le Nation : *donner pour régner*, odieuse et tyrannique à l'égard des personnes, devient, appliquée aux institutions, la garantie même de la liberté. "Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir," disait Montesquieu, et cette haute doctrine passa pour la première fois dans les faits. C'est la pondération des forces qui est le fond de notre droit public. De même que le pouvoir sort des libertés qui s'opposent l'une à l'autre, de même la liberté se dégage des pouvoirs qui se limitent dans leur rencontre.

Il est encore question, dans le système parlementaire, de la responsabilité des ministres devant les Chambres, mais ces corps anonymes, divisés en cinq ou six partis, ou se tenaient les ministres d'alors, sans cesse renversés, occupant à la fois des traditions, exemptes de toute solidarité avec le passé, devant qui, enfin ils ne savaient jamais d'où ils venaient, ni où ils iraient, ni même s'ils existeraient le lendemain. Comme de grands mots et y rentrant pour s'y perdre et s'y noyer en quelque sorte avec le souverain de leurs actes. La responsabilité ministérielle est une chimère ; la responsabilité individuelle est seule une réalité.

Dans le régime inauguré en 1852, l'Empereur est, comme il l'a dit lui-même avec tant de précision et de justesse, le *chef responsable d'un pays libre* ; son pouvoir n'est pas, pour cela, personnel et absolu : il est limité par deux grands pouvoirs collatéraux : le Sénat et le Corps législatif doivent à côté de lui, devant la nation et le pays tout entier.

L'impersonnalité des assemblées fait aussi leur faiblesse dans le gouvernement des Etats. Qu'on se rappelle les désordres amenés par la Constituante de l'an III, qui avait mis des limites à la tête de toutes les administrations, et qui en raison de la pression de Roderer, président de la réforme opérée par le Premier Consul, qui substitua à toutes ces réunions anarchiques l'unité active et responsable de l'administrateur unique.

Tous ces inconvénients ont été pesés et prévenus par la Constitution de 1852.

Elle a maintenu les principes constitutionnels précédentes et la mutuel et singulier relief, c'est le principe de sa perfectibilité et celui de son unité. Elle n'est pas immuable comme les anciennes Chartes, parce que, dans les masses nationales, elle est en marche comme elles, toujours vivante, et tirant de son origine toute sa force, elle est toujours prête à se retremper. Le Sénat, qui veille à la conservation, est chargé d'y introduire les améliorations que l'expérience conseille et que le pays réclame.

Les prérogatives de cette assemblée sont d'une autre nature : elle reçoit les pétitions des citoyens qui, sous aucun gouvernement, n'ont droit à un aussi attentif examen ; et son droit va jusqu'à soumettre les actes du pouvoir exécutif, s'ils sont contraires aux principes de la haute justice et de haute moralité dont la garde lui a été confiée. Elle fait obstacle à la promulgation des lois qui lui paraissent attenter à ces grands principes, et renvoie à une nouvelle délibération du Corps législatif celles qui lui paraissent défectueuses. Le Sénat est aussi le pouvoir constitutionnel auquel l'Empereur a recours dans les cas graves, et c'est à lui qu'il appartient de régler tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution, la majorité de surmonter être quotidien, de manière à ne jamais laisser le pays sans gouvernement.

Le Corps législatif est le pouvoir politique par excellence, celui qui représente le pays. Il se compose de députés élus par le suffrage universel, il est nommé pour six ans, il est renouvelé par fractions annuelles, de manière à rester toujours en contact avec le pays. Il est élu par le suffrage restreint, la Chambre des députés était composée, en majorité, de fonctionnaires, et les fois qu'elle élaborait un projet de loi, ses discussions sans avoir été votées une seconde fois par une autre assemblée qui est à la nomination du chef de l'Etat. Cette loi était, au contraire, élaborée par le suffrage universel, ne renfermait dans son sein aucun agent du pouvoir exécutif ; les députés qui en font partie sont nommés, ils ont besoin de rester dans les bonnes grâces de la société, et il émet des votes qui ne sont sonnés à aucune révision ; c'est une Chambre unique. Les discussions qui s'y engagent, dans la sphère d'action, a le plus d'indépendances et de pouvoir !

La liberté de la tribune a-t-elle jamais été plus étendue que de nos jours ? Que l'on parle jamais manqué de se produire sous la forme des interpellations ! Et quelle initiative sous celles d'amendements ! Les plus grande indépendance préside à tous les débats. Prêtons l'oreille, et demandons-nous s'il existe en Europe une tribune plus libre. Par le vote des subsides, le Corps législatif tient en main la politique du pays ; il en est le maître.

En fait, est-ce qu'une grande entreprise a été ramenée aussi souvent devant les Chambres ? Voyons-nous se faire extérieures de la monarchie de Juillet ont été engagées en dehors des Chambres. Que l'on cite une seule expédition analogue à celle de Crimée, qu'il ait pas, dès le début, reçu la sanction du Corps législatif. Donc, que vient-on nous parler du gouvernement discrétionnaire, de gouvernement personnel, alors que nos actes et nos propres en servitude de la mauvaise foi ou de la violence ? Nous les régimes précédents, le chef de l'Etat n'a qu'à s'adresser aux intervalles des sessions, de s'ouvrir, par des simples décrets, des crédits supplémentaires et extraordinaires.

L'Empereur a renoncé même à ce droit. Le Corps législatif seul peut allouer un crédit quelconque. J'aimais assemblée fut-elle pas en position de nous refuser ? Mais toute la politique d'un gouvernement n'est-elle pas dans son budget !

Une liberté de la législature, je m'affirmerai pas qu'elles ne puissent recevoir encore de plus grands développements. Rien n'est définitif dans ce monde. Peut-être la procédure qui règle le droit d'interpellation pourrait-elle être simplifiée. D'autres changements de forme n'en pourraient également désirables. Mais, en l'état, on ne nous dira pas que la pensée du Corps législatif est comprimée, que son pouvoir est amoindri, que son autorité se brise contre d'infranchissables obstacles.

Et pourtant, c'est là le reproche le plus fréquent qu'on adresse à l'Empereur. Il a été, à mon sens, la négation la plus absolue. La véritable originalité de la Révolution française est d'avoir assuré la liberté par la dynastie qui personnifie le Nation : *donner pour régner*, odieuse et tyrannique à l'égard des personnes, devient, appliquée aux institutions, la garantie même de la liberté. "Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir," disait Montesquieu, et cette haute doctrine passa pour la première fois dans les faits. C'est la pondération des forces qui est le fond de notre droit public. De même que le pouvoir sort des libertés qui s'opposent l'une à l'autre, de même la liberté se dégage des pouvoirs qui se limitent dans leur rencontre.

Il est encore question, dans le système parlementaire, de la responsabilité des ministres devant les Chambres, mais ces corps anonymes, divisés en cinq ou six partis, ou se tenaient les ministres d'alors, sans cesse renversés, occupant à la fois des traditions, exemptes de toute solidarité avec le passé, devant qui, enfin ils ne savaient jamais d'où ils venaient, ni où ils iraient, ni même s'ils existeraient le lendemain. Comme de grands mots et y rentrant pour s'y perdre et s'y noyer en quelque sorte avec le souverain de leurs actes. La responsabilité ministérielle est une chimère ; la responsabilité individuelle est seule une réalité.

Dans le régime inauguré en 1852, l'Empereur est, comme il l'a dit lui-même avec tant de précision et de justesse, le *chef responsable d'un pays libre* ; son pouvoir n'est pas, pour cela, personnel et absolu : il est limité par deux grands pouvoirs collatéraux : le Sénat et le Corps législatif doivent à côté de lui, devant la nation et le pays tout entier.

L'impersonnalité des assemblées fait aussi leur faiblesse dans le gouvernement des Etats. Qu'on se rappelle les désordres amenés par la Constituante de l'an III, qui avait mis des limites à la tête de toutes les administrations, et qui en raison de la pression de Roderer, président de la réforme opérée par le Premier Consul, qui substitua à toutes ces réunions anarchiques l'unité active et responsable de l'administrateur unique.

Tous ces inconvénients ont été pesés et prévenus par la Constitution de 1852.

Elle a maintenu les principes constitutionnels précédentes et la mutuel et singulier relief, c'est le principe de sa perfectibilité et celui de son unité. Elle n'est pas immuable comme les anciennes Chartes, parce que, dans les masses nationales, elle est en marche comme elles, toujours vivante, et tirant de son origine toute sa force, elle est toujours prête à se retremper. Le Sénat, qui veille à la conservation, est chargé d'y introduire les améliorations que l'expérience conseille et que le pays réclame.

Les prérogatives de cette assemblée sont d'une autre nature : elle reçoit les pétitions des citoyens qui, sous aucun gouvernement, n'ont droit à un aussi attentif examen ; et son droit va jusqu'à soumettre les actes du pouvoir exécutif, s'ils sont contraires aux principes de la haute justice et de haute moralité dont la garde lui a été confiée. Elle fait obstacle à la promulgation des lois qui lui paraissent attenter à ces grands principes, et renvoie à une nouvelle délibération du Corps législatif celles qui lui paraissent défectueuses. Le Sénat est aussi le pouvoir constitutionnel auquel l'Empereur a recours dans les cas graves, et c'est à lui qu'il appartient de régler tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution, la majorité de surmonter être quotidien, de manière à ne jamais laisser le pays sans gouvernement.

Le Corps législatif est le pouvoir politique par excellence, celui qui représente le pays. Il se compose de députés élus par le suffrage universel, il est nommé pour six ans, il est renouvelé par fractions annuelles, de manière à rester toujours en contact avec le pays. Il est élu par le suffrage restreint, la Chambre des députés était composée, en majorité, de fonctionnaires, et les fois qu'elle élaborait un projet de loi, ses discussions sans avoir été votées une seconde fois par une autre assemblée qui est à la nomination du chef de l'Etat. Cette loi était, au contraire, élaborée par le suffrage universel, ne renfermait dans son sein aucun agent du pouvoir exécutif ; les députés qui en font partie sont nommés, ils ont besoin de rester dans les bonnes grâces de la société, et il émet des votes qui ne sont sonnés à aucune révision ; c'est une Chambre unique. Les discussions qui s'y engagent, dans la sphère d'action, a le plus d'indépendances et de pouvoir !

La liberté de la tribune a-t-elle jamais été plus étendue que de nos jours ? Que l'on parle jamais manqué de se produire sous la forme des interpellations ! Et quelle initiative sous celles d'amendements ! Les plus grande indépendance préside à tous les débats. Prêtons l'oreille, et demandons-nous s'il existe en Europe une tribune plus libre. Par le vote des subsides, le Corps législatif tient en main la politique du pays ; il en est